

932
13

Armées.

Ed. Roussel

K. Roussel

MM.

Comte d'ALSACE, prince d'HÉNIN.

~~BERGER (Pierre)~~

BESNARD (René).

Comte DE BLOIS.

Général BOURGEOIS.

~~CHAUMET (Charles)~~ Caillier

DALBIEZ (Victor).

DANIEL-VINCENT.

DUPREY.

EDMOND CAVILLON.

FAUGÈRE de Fontaines

GAUDAIRE.

Comte d'HARCOURT.

MAYEZ.

HERVEY.

Général HIRSCHAUER.

JOVELET.

~~DE LANDSMONT.~~

MM.

LAUDIER.

LECOURTIER.

LE MOIGNIC.

Comte DE LE

LOUBAT.

MAUGER.

MENIER (Gaston).

MESSIMY.

DE MONTI DE REZE.

PAUL FEUGA.

PAUL PELISSE.

PENANGIER.

PUIS.

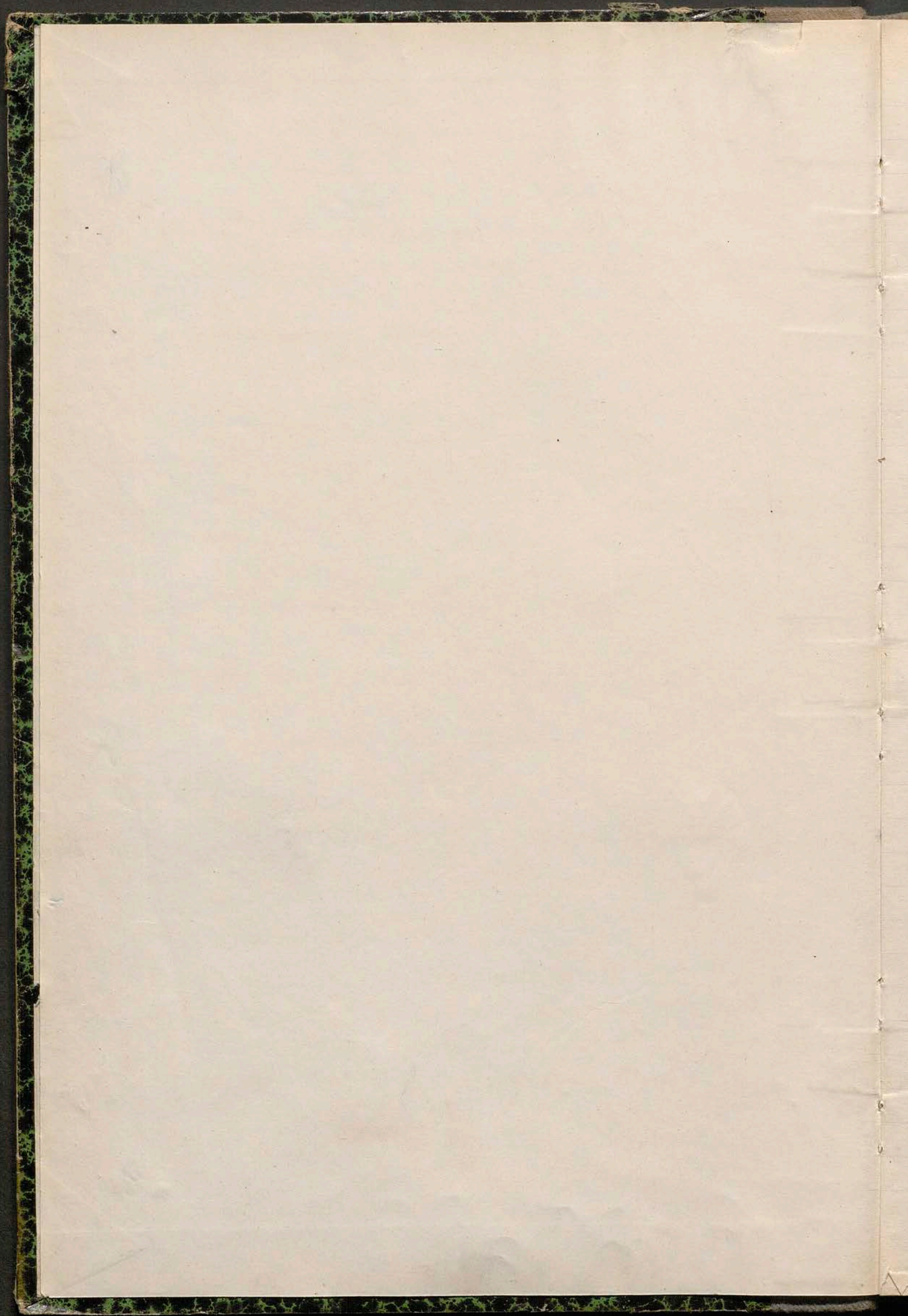
RENÉ RENOULT.

Général STUHL.

VIOLLETTE.

VOILIN (Lucien).

DE WIDDEL (Guy).



Séance de mardi 19 janvier

Commissions des Affaires Étrangères et de l'Armée réunies -

Présidents : MM. Henry Bérenger et Messimy.

Présents : MM. Henry Bérenger, Messimy, G^l. Bourgeois, F. Martin, Charlot, de Kerquiée, Mollat, Ch^l de Lamoignon, de Lamoignon, Ch^l d'Harcourt, Eccard, Cornudet, de Maizerin, de Wendel, R. Renault, R. Besnard, M^{re} Ordinaire, P. Fougère, Loubat, J. Monier.

La séance est ouverte à 16^h.

M^r le G^l Bourgeois fait un exposé sur les armements de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et de la Roumanie.

(Voir le compte rendu dactylographié).

La séance est levée à 17^h 30.

2
Séance de Vendredi 29 Janvier.

Sont présents : MM. L. G^d Stuhl, Faugère,
Messimy, Delbig, Mangin, Lecourtier, Duprey,
F. Menier, Hervey, L. S'Alsace, G^d Bourgeois,
R. Renault, Berger, & Monté & Rizié.

La séance est ouverte à 17^h.

I. Présidence de M. L. C^{te} S'Alsace,
Président d'âge.

Election
du Bureau

M. L. C^{te} S'Alsace, Président d'âge ouvre
la séance.

Il remercie la Commission de la bienveillance
& l'empressement qu'elle lui a toujours témoignés de-
puis de longues années.

Il est ensuite procédé à l'élection du
Bureau.

Le Bureau sortant est réélu par accla-
mations à l'unanimité des membres présents.

Il est ainsi composé :

Président = M. L. G^d Messimy

Vice Présidents : MM. Gaston Menier
Pierre Berger

Secrétaires : MM. L. C^{te} S'Alsace
Paul Gelina.

M. L. C^{te} S'Alsace invite M. Messimy à venir
prendre place au fauteuil de présidence.

II. Présidence de M. le St Messimy

Allocution
de M. le St Messimy.

M. Messimy prononce l'allocution
suivante :



« Je vous exprime ma très vive reconnaissance de m'avoir, à nouveau, confié le très lourd honneur de succéder, en un moment comme celui-ci, à des hommes tels que Alfred Mézières, Charles de Freycinet, Clemenceau, Albert Lebrun. Je remercie ceux d'entre vous qui, il y a six mois, m'avaient déjà donné leurs suffrages et ceux qui, aujourd'hui, ont pensé qu'aux heures que nous vivons, la commission de l'armée doit être unie sans réserve pour la défense des intérêts de l'armée qui constitue, non seulement la sauvegarde de notre indépendance, mais aussi celle de la paix de l'Europe.

Depuis notre dernière réunion, un deuil profondément douloureux a frappé l'armée, en la personne de son chef, M. Maginot, dont tous ici appréciaient hautement la fermeté, la clairvoyance, le patriotisme et le sens aigu des nécessités de l'heure. Je n'ai pas manqué d'exprimer, en notre nom à tous, nos condoléances attristées à sa famille et au gouvernement et la commission de l'armée a été officiellement associée aux funérailles.

J'ai pensé que votre commission devait participer à l'étude des armements des diverses puissances européennes qu'a poursuivie la commission des affaires étrangères et c'est ainsi que vous avez été appelés à entendre les exposés si remarquables de nos collègues, M. Focard et M. le général Bourgeois. Je saisis cette occasion pour remercier ce dernier du magnifique effort qu'il déploie dans tous les domaines et qui fait grand honneur au Sénat tout entier.

En ce qui concerne notre programme de travail, et sans parler des projets actuellement à l'ordre du jour, je vous propose de nous rendre prochainement à Bourges pour y voir les modèles de canons en essais et, postérieurement, d'effectuer sur le front des Alpes un voyage analogue à celui que nous avons effectué sur notre frontière du nord-est.

Je tiens, en terminant, à remercier notre jeune doyen d'âge, M. le comte d'Alsace, d'avoir présidé avec sa bonne grâce habituelle la première séance de notre commission à laquelle il appartient depuis tant d'années et où il est entouré d'unanimes sympathies.

D'autre part, la commission a approuvé le rapport du général Bourgeois, tendant à l'adoption de sept projets de loi modifiant divers articles de la loi de recrutement.

Abandonne la question de voyage accompli par la Commission, en octobre dernier, sur les frontières du Nord-Est et du Nord, M. Messimy donne lecture à la Commission d'une lettre écrite par lui à M. Maginot après le voyage (voir le texte de la lettre aux archives de la Com.).

Cette lettre exprimait la satisfaction de la Com.

disposition
Rapporteur

M. le 1^{er} Bourgeois est d'ici comme rapporteur de deux projets de loi concernant
le loi de recrutement.
M. Fauriol est d'ici comme rapporteur du projet de loi relatif à la caserne : la
ville de Bayonne de Camp & Pétion.
M. Galliez est d'ici comme rapporteur-contrôleur de projet de loi, notamment de Chaulieu, relatif
à la construction & culture de gendarmerie par le garde mobile.

en présence de l'effort gigantesque accompli sur la
frontière du Nord-Est par la construction d'ouvrages de
défense, et, par contre, son impuissance que les travaux
sur la frontière du Nord sont nettement en arrière.

M. le Président — M. Maginot m'a écrit promis
de tenir le plus grand compte des observations formulées
dans cette lettre. Il n'est plus là. Mais j'ai reçu,
le 15 janvier, une réponse de M. Ch. Dumont, Ministre
de la Guerre par intérim, me faisant connaître que
les études sur la fortification de la frontière du Nord
sont activement poursuivies par l'Etat-major.

Un projet de loi est en préparation, qui prévoit
tout au moins deux points d'appui solides, l'un
dans la région Maubeuge - Forêt de Raismes, l'autre
dans la région du Mont des Cats. Il faudra 250
millions ou plus de 50 millions déjà votés.

Courrait-il de demander ces nouveaux crédits ou
vaut-il mieux profiter de ceux de la totalité des crédits
alloués pour l'équipement de la frontière N-E. ne sont pas
actuellement engagés pour amorcer, avec le parti
disponible, les travaux sur la frontière du Nord ? Je
crois, quant à moi, que la seconde solution est la meilleure,
qu'il y a à demander ultérieurement un supplément de
crédits.

En tout cas, l'essentiel est que la lettre que j'ai
envoyée en votre honneur ne demeure pas lettre-morte.
Mes pœux comptent sur vous à ce point de vue.

M. le Président a terminé en adressant les
souhaits de bienvenue à M. le Sénateur Hervey, redevenu
membre de la Com et les compliments à M. Henry Noël,
secrétaire administratif de la Com, homme officier de l'Épée d'Or.

« Nos poursuivrons, conclut-il, nos travaux avec vigilance
et fermeté. Le rôle qui échoit à la Com de l'avenir est de
premier impulsion. Grâce à nos efforts à tous il sera couronne-
ment rempli. »

La séance est levée à 18 h

5

Séance du Jeudi 4 février.

Sont présents : M. M. Messimy, le Général Bourgeois, le Général Stuhl, Loubat, Pelissier, Herry, Lecourtier, Mauger, Gaston Meunier, le Comte d'Alou, Faugère.

Présidence de M. Messimy.

La séance est ouverte à 14 heures 15.

Recrutement. M. le Général Bourgeois donne lecture d'un rapport relatif à 7 projets modifiant projets de loi modifiant la loi de recrutement :
le loi du 31 mars 28.

1° ^{de l'article 61} Projet de loi portant modification de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'Armée.

M. Mauger demande, à propos de la proposition, que les anciens engagés ou rengagés ayant quitté l'armée depuis plus de cinq ans, et n'ayant pas encore atteint l'âge de 30 ans, soient autorisés à reprendre du service, quand ils le désirent, comme engagés. Il s'agit d'une proposition.

Les conclusions de cette partie du rapport sont adoptées.

2° Projet de loi portant modification de l'article 75 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'Armée.

Sur une question de M. Herry, le Président fait observer que la mesure envisagée n'aura pas d'effet rétroactif.

Les conclusions de cette partie du rapport sont adoptées.

3° Projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 80 de la loi du 31 mars 1928, relatif au pécule attribué aux militaires ayant servi plus de cinq ans.

M. Mauger ^(à nouveau) demande qu'on accorde le droit de rengager également aux anciens militaires ayant fait un an de service et n'ayant pas dépassé 30 ans.

M. le Président invite M. Mauger à déposer une proposition de loi dans ce sens. Cette proposition sera examinée avec le plus grand soin par la Commission et l'Etat-Major de l'Armée.

Les conclusions de cette partie du rapport sont adoptées.

4/ Projet de loi portant modification à l'article 85 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée.

M. le Président explique que cette disposition a pour but de permettre aux militaires classés pour un emploi réservé de rester dans l'armée en attendant d'obtenir leur emploi.

Les conclusions de cette partie du rapport sont adoptées.

5/ Projet de loi relatif aux engagements prévus par l'article 64 de la loi du 31 mars 1928, complété par l'article 3 de la loi du 24 juin 1931.

Les conclusions de cette partie du rapport sont adoptées.

6/ Projet de loi portant modification des articles 7, 21, 23, 31, 34, 36, 42, 45, 63 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée.

M. le Président. La modification proposée de l'article 31 a pour but d'ajouter l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique à la liste des grands Ecoles dont les élèves sont nommés officiers sous-lieutenants de réserve. En effet, l'aéronautique manque d'officiers de réserve techniciens.

On a proposé d'ajouter également à cette liste l'Ecole de Nancy et l'Ecole des Arts et Métiers.

M. le Général Stuhl. Le niveau des études de l'Ecole de Nancy est très supérieur à celui de l'Ecole des Arts et Métiers. Si cela ne doit pas abaisser nécessairement le pourcentage des officiers de réserve sortant du rang, je demande que l'Ecole de Nancy soit ajoutée à la liste des grands Ecoles énumérées à l'article 31.

M. le Président. Une Commission interministérielle a été créée en 1928 pour examiner si d'autres Ecoles devraient être ajoutées à la liste de l'article 31. Cette Commission ne comprend aucun représentant de la Commission de l'Armée du Sénat ; je demande que cette erreur soit réparée.

Par 11 voix contre 5, cette Commission a émis l'avis qu'il ne convenait pas d'ajouter de nouvelles Ecoles ; car on entrerait ainsi de postes aux jeunes gens ayant suivi la préparation militaire supérieure des Facultés.

A titre subsidiaire, la Commission a établi une liste de

préférence, comprenant :

l'Ecole Supérieure d'Aéronautique (hors classe)

Groupe I { Ecole des Chartes
Ecole Coloniale

Groupe II { Institut agronomique
Ecoles d'enseignement primaire supérieur
Ecoles des Arts et Métiers
Ecole normale d'Enseignement technique.
Ecole de Nancy.

L'Ecole de Nancy ne viendrait donc actuellement qu'au 7^e rang.

Et il y a beaucoup d'autres demandes.

M. Pelissier - Quelle est la situation comparative de l'Ecole des Mines de St Etienne et de l'Ecole de Nancy ?

M. le Général Bourgeois - L'Ecole de Nancy est d'un niveau plus élevé, c'est incontestable.

M. le Président - C'est certain. Mais l'Ecole de Saint Etienne, qui est ancienne, a une sorte de droit acquis.

M. Pelissier - Combien l'Ecole de Nancy donnerait-elle de sous-lieutenants par an ?

M. le Président - Une trentaine. Or c'est ce qu'il y a de plus pour les candidats venant pas des Ecoles.

Rien n'interdit d'étudier un contingentement nouveau. Mais ce serait une modification générale de la loi. On pourrait, par exemple, prévoir un Concours entre les Elèves de 15 ou 20 grandes Ecoles ; cela entraînerait un remaniement d'ensemble qu'il faudrait mettre au point.

Les conclusions de cette partie du rapport sont adoptées.

7/ Le projet de loi ayant pour objet de ratifier un décret relatif à l'application de l'article 7 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée.

L'ensemble du rapport est adopté.

La séance est levée à 16 heures 15.

Séance du Vendredi 26 février

Sont présents: M. M. Messimy, Général Hirschauer, Général Bourgeois, Le Trocquer, Comte de Lussan, Comte d'Alsace, Général Stahl, Hervy, Jorelet.

Présidence de M. Messimy.

La séance est ouverte à 14 heures 30.

Allocution de
M. le Président
(Déjà de
M. Chaumet)
et de M^{me} Manger.

Mes chers Collègues,

Le jour même de notre dernière réunion, nous apprenions le décès de notre collègue Charles Chaumet. Je vous rappelle les nombreux services qu'il a rendus au pays dans les différents postes ministériels qu'il a occupés; vous savez aussi de quelle sympathie il jouissait au Sénat et à notre Commission. J'ai exprimé à sa famille les condoléances et les sympathies de la Commission de l'Armée; je suis sûr que vous m'approuverez.

Charles Chaumet a été remplacé à notre Commission par M. Le Trocquer, que je suis heureux d'accueillir parmi nous. Je suis certain que, tant par ses connaissances techniques que par son expérience politique, il nous rendra les plus grands services.

Un autre deuil indirect a frappé notre Commission: M^{me} Manger vient de mourir subitement. Nous adressons l'expression de nos profondes condoléances à notre collègue Manger, dont l'activité à notre Commission s'est toujours inspirée du sentiment de l'intérêt national. Madame Manger était non seulement sa compagne, mais aussi sa collaboratrice, et cette disparition constitue ainsi pour lui une véritable catastrophe.

Obus toxiques
et masques.

Plusieurs de nos collègues, notamment le Général Hirschauer, m'avaient chargé de m'informer de la situation des produits toxiques et des masques. J'avais écrit à ce sujet à M. Maginot peu avant sa mort; la lettre a été brûlée avec ses papiers personnels. C'est là une question délicate à traiter publiquement, et toute indiscretion aurait de sérieux inconvénients. J'ai pensé que le mieux serait d'en conférer avec le Général Maurin et le Général Fievel, qui ont la charge

de cette question au Ministère de la Guerre. Voici les renseignements qui m'ont été fournis :

Nous possédons une réserve de 2.600.000 obus (de 75, 105 et 155), chargés de gaz toxiques (hyperite, phosgène, caminite), stockés aux environs de mouliens. Les obus sont examinés fréquemment et, lorsqu'ils sont en mauvais état, on les noie dans la mer. Les obus à hyperite, en effet, vieillissent et diminuent peu à peu d'efficacité. A Angoulême, nous avons un approvisionnement d'hyperite provenant de livraisons allemandes; ces obus sont d'une meilleure fabrication que les nôtres et leur qualité ne se modifie pas.

Cette réserve représente un approvisionnement pour deux mois de tir. Actuellement, on ne fabrique rien; mais un service a été créé pour examiner les découvertes étrangères et étudier la possibilité de passer des travaux de laboratoire à la fabrication industrielle. Dans l'état actuel des choses, on pourrait, en cas de guerre, commencer avec une fabrication de 300.000 obus de 75 par mois pour arriver progressivement à 1.200.000 obus par mois, soit le quintuplé de la consommation de la dernière guerre.

En ce qui concerne les masques, le Service des Poudres et le Service de Santé s'efforcent de trouver des masques qui se conservent et mettent à l'abri des produits à l'arsenic.

En résumé, tant en ce qui concerne les projectiles à gaz toxiques qu'en ce qui concerne les masques, les services de l'artillerie ont rempli leur mission. Mais il me semble qu'il ne serait pas inutile que la Commission entendît les généraux Maurin et Febvrel.

Je vous rappelle la nécessité de garder un secret absolu sur ces fabrications, qui sont d'ailleurs d'un caractère purement défensif.

M. le Général Hirschauer demande des renseignements complémentaires en ce qui concerne les bombes d'avion à gaz toxiques.

M. Le Troquer remercie M. le Président de son aimable accueil.

Création du Ministère

de la Défense nationale.

M. le Président.

Depuis notre dernière réunion, des changements profonds ont été introduits dans l'organisation de notre Défense

Nationale. ~~La~~ création d'un grand Ministère de la Défense nationale répond à un vœu depuis longtemps exprimé par les deux Assemblées. Antonin Dubost en 1901 et 1902, moi-même en 1907, 1908 et 1909, M. Fabry à la Chambre, nous avons tour à tour souligné la nécessité d'une telle organisation.

L'idée n'est donc pas neuve. Mais comment procéder à cette organisation? Si l'accord existe sur le principe, il y a des divergences de vue quant à son application.

C'est pourquoi il m'a semblé, ainsi qu'à M. Rio et à M. le Général Bourgeois, qu'il serait nécessaire de provoquer une réunion plénière des trois Commissions de la Guerre, de la Marine et de l'Air pour entendre le Gouvernement 1° sur l'organisation générale du nouveau Ministère - 2° sur la situation des divers personnels - 3° sur l'organisation de l'aviation civile et militaire (études scientifiques, essais, construction, réception).

J'estime que nous devons exiger d'être tenus au courant, et que cette création ne doit pas être faite à l'improviste (Assentiment).

Je vous demande donc d'approuver la motion suivante :

Vote d'une motion

"La Commission de l'Armée, après un échange de vues auquel ont pris part M. M. Messimy, le Général Hirschauer, le Général Bourgeois, le Général Stuhl, Le Troquer, le Comte de Lense, le Comte d'Alsace, Hervy, Jovelet :

1° déclare approuver le principe de la création d'un Ministère unique de la Défense nationale -

2° tient à souligner les nombreuses difficultés d'une telle création, qui exige de multiples et profondes modifications de l'organisation actuelle -

3° charge son Président de provoquer, après accord avec les Présidents des Commissions de la Marine et de l'Air, une réunion plénière des trois Commissions de l'Armée, de la Marine et de l'Air pour entendre l'exposé nécessaire du Gouvernement sur ce très important remaniement de toute l'organisation de la Défense nationale."

Cette motion est approuvée à l'unanimité.

Voyages de la Commission
à Bourges et sur la
frontière du Sud-Est.

M. le Président. Il avait été question après notre voyage dans l'Est de visiter les matériels d'artillerie destinés aux casernes et aux forts, et pour cela de se rendre à Bourges. En raison des élections, je propose de fixer ce voyage au mois de juin : ce pourrait être, par exemple, le lundi 27 juin - Je me mettrai en rapport à ce sujet avec notre collègue M. Landier, maire de Bourges. (Assentiment).

La Commission avait également décidé de visiter la frontière du Sud-Est. Mais ce déplacement important ne pourrait être entièrement gratuit ; les frais d'hôtel seraient à notre charge. La questure du Sénat estime, en effet, qu'il ne convient pas de créer un précédent que pourraient invoquer les autres Commissions. Je propose néanmoins d'organiser ce voyage, qui pourrait être fixé du 8 au 13 juillet prochain (Assentiment).

M. le Général Hirschauer donne lecture de son rapport sur deux projets de loi modifiant les articles 6, 8, 9, 10 et 11 de la loi du 28 mars 1928 sur les cadres et effectifs de l'armée.

La séance est levée à quinze heures quarante minutes.

Séance du Vendredi 11 Mars 1932

(Séance commune des Commissions de l'Armée, de la Marine et de l'Air).

Présidence de M. Messimy.

Sont présents : M. M. Messimy, Rio, Martin-Berthod, Brindeau, Loutch, Gaudaire, Enjolras, Du Douyt, de La Grange, le comte d'Harcourt, Le Gorgue, Linger, Faugère, Menier, le comte d'Alsace, le général Hirschauer, Funga, de Pourcel, Hervey, Borard, Le Troquer, de Wendel, Perreau, Farjon, de Lusse, Pelisse.

La séance est ouverte à 14 heures 15.

Exposé de M. le Président Messimy.

(Renseignements fournis par M. le Président du Conseil sur l'organisation du Ministère de la Défense nationale).

M. le Président. nous avons pensé qu'il serait intéressant d'entendre M. le Président du Conseil et M. le ministre de la Défense nationale sur l'organisation du nouveau Ministère de la Défense nationale. M. le Président du Conseil a déclaré qu'il était disposé à venir devant nos trois Commissions, mais que cela ne lui serait possible que vers la fin de la semaine prochaine. Pour éclaircir la question, je vais vous communiquer les renseignements qui ont été fournis par M. le Président du Conseil aux trois Présidents de nos trois Commissions.

Sous l'autorité du Ministre de la Défense nationale, trois organismes ont été créés : 1° le Comité des Chefs d'Etat-major, comprenant les Chefs d'Etat-major de l'Armée, de la Marine et de l'Air (quant à dernier aura été créé) - 2° Un organisme chargé de l'Administration, à la tête duquel est placé un sous-secrétaire d'Etat (actuellement M. Fould), ayant sous ses ordres un secrétaire général (M. Guinand) - 3° Un organisme chargé de l'Armement et du personnel, ayant à sa tête un sous-secrétaire d'Etat (M. Riché).

Toutes les directions placées sur le même plan dépendent des trois organismes ci-dessus nommés.

Le Comité des Chefs d'Etat-major a dans ses attributions les questions de commandement (mobilisation, effectifs, emploi des troupes, etc.)

L'organisme chargé de l'Administration a dans ses attributions le budget, la comptabilité, les fournitures, la nourriture, l'habillement, la législation.

L'organisme chargé de l'Armement a dans ses attributions les questions techniques et les questions intéressant le personnel.

Nous avons présenté deux objections à M. Cardin : 1/ nous lui avons dit que nous estimions imprudent de toucher à l'organisation des deux ministères de la Guerre et de la Marine, qui ont un passé et des traditions, et que d'autre part le Ministère de l'Air ne devait pas être réduit à l'état de poussière. M. Tardieu nous a répondu qu'il n'était pas question pour le moment de toucher aux organismes existants, mais seulement de créer entre eux une communauté d'action et d'efforts qui permettrait également des réductions de personnel : c'est ainsi qu'il existe deux directions de l'Artillerie à la Guerre et à la Marine ; ces deux directions pourraient, par la suite, être réunies dans un organisme commun. - 2/ nous avons exprimé au Président du Conseil la crainte que le Secrétaire général chargé de l'administration, considéré comme la cheville ouvrière du nouveau ministère, ne prêt une importance excessive et ne mit la main sur toute l'administration militaire.

~~Nous avons également fait part au Président du Conseil~~
^{autre} ^{anti} objection présentée par M. le Général Bourgeois : Quel sera le sort des organismes d'étude et de recherche scientifique de l'aviation, des écoles communes à l'aviation civile et à l'aviation militaire ? M. Tardieu a répondu que, dans sa pensée, ces organismes seraient rattachés à l'aviation militaire.

M. le Général Hirschauer. Il y a danger, en raison des débats de la Conférence du désarmement, à comprendre dans le budget du Ministère de la Défense nationale des dépenses n'ayant pas un caractère strictement militaire. Les Allemands, par exemple, ne compren-

vent pas dans leurs dépenses militaires l'entretien de leur police armée. Certains services, comme le service des Poudres, ne devraient pas rester rattachés au Ministère de la Défense nationale. De même certaines dépenses de l'aviation, intéressant l'infrastructure, les terrains d'atterrissage, le balisage des routes aériennes, ne doivent pas être considérées comme des dépenses militaires et grossir le budget du Ministère de la Défense nationale.

M. le Président. - Nous avons présenté cette objection à M. le Président du Conseil. Il nous a répondu que la discrimination des dépenses civiles et militaires serait facile à faire à la Conférence de Genève.

M. Hervey. Il me semble que la nouvelle organisation donne satisfaction aux desiderata exprimés par M. le général Hirschauer. En effet, la plupart des dépenses civiles de l'aviation ont été rattachées au Ministère de la Défense nationale.

M. le Président. En ce qui concerne l'aviation, il y a trois catégories de dépenses: 1° les dépenses concernant l'aviation militaire - 2° les dépenses civiles (Ex.: subventions aux Compagnies de navigation aérienne) - 3° les dépenses à la fois civiles et militaires (infrastructure, balisage, recherches, écoles etc.).

M. le Président du Conseil nous a déclaré que ces derniers devraient être inscrits au ^{budget du} Ministère de la Défense nationale, mais qu'il serait facile de les discriminer à Genève.

Étant donné les multiples occupations de M. Tardieu, nous pourrions peut-être nous contenter d'entendre le seul Ministre de la Défense nationale.

M. Le Trocquer. Non, car il ne pourrait répondre à toutes nos questions. En 1924, par exemple, étant Ministre des Travaux Publics, je me suis vu attribuer l'aviation civile, et j'ai pu constater les inconvénients de ce système. Il me paraît indispensable que le Président du Conseil soit là pour nous renseigner à cet égard.

D'autre part, n'a-t-il pas été question de supprimer la Direction des Travaux hydrauliques de la Marine pour la rattacher

à la direction du Génie ? Les travaux qu'exécute le service sont très différents de ceux du Génie.

M. Rio - Non, il n'en est pas question.

M. Le Troquer - Autre objection : en ce qui concerne l'Armement, on n'a pas créé d'organisme permanent, on s'est contenté d'un sous-secrétaire d'Etat essentiellement transitoire. Il y a là une lacune qu'il faudrait combler.

M. le Président - Je propose de rédiger un questionnaire que nous soumettrons aux Ministres avant leur audition. Je prie donc les membres de nos 3 Commissions de nous adresser leurs questions avant mardi prochain.

La séance est levée à 15 heures.

Séance du 16 mars

Sont présents : M. M. Messimy, Général Stull, Le Troquer, C^{te} d'Alsace, Jovet, Gansaire, Dupuy, Berger, C^{te} de Lense, René Renoult, Général Bourgeois, de Wendel, Voilin.

Présidence de M. Messimy -

La séance est ouverte à 14 h. 45.

Voyage sur la frontière
du Sud-Est.

M. le Président - En prévision du voyage de la Commission sur la frontière du Sud-Est, j'ai demandé à la Présidence s'il serait possible de nous accorder un crédit. Il m'a été répondu que ce serait difficile cette année, d'autant plus que cela créerait un précédent et que les autres Commissions pourraient faire des demandes analogues. Estimez-vous que le voyage doit s'effectuer à nos frais ou dois-je insister pour obtenir un crédit du Sénat ?

M. Berger - Je fais remarquer que, lorsqu'on a augmenté l'indemnité parlementaire, il a été stipulé que les frais de Commission

seraient à la charge des Commissaires -

M. Gaudaire. J'estime qu'il serait plus démocratique que l'Etat prit à sa charge les frais supplémentaires occasionnés par les missions. Je m'inscris de toute façon pour le voyage projeté.

M. le Président. J'entendrai de cette question le Président du Sénat, M. Lebrun, qui est un ancien Président de notre Commission. A la Chambre, les députés sont indemnisés de tous frais de mission.

M. Berger. Pendant la guerre, on remboursait les frais de mission.

M. Berger donne lecture de son rapport concluant à l'adoption du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la cession à la ville de La Fère du terrain de fortification provenant de l'enceinte déclassée de la place. Ce rapport est adopté par la Commission.

Le Commandant Bauris expose les détails d'organisation du voyage de la Commission sur la frontière du Sud-Est, fixé en principe du 4 au 11 juillet prochain.

Désignation de rapporteurs.

La Commission désigne M. Mauger pour rapporter le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à créer le grade d'adjudant-chef indigène pour les militaires indigènes nord-africains.

La Commission désigne M. Berger pour rapporter le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au déclassement de certains ouvrages d'Algérie.

La séance est levée à 3h. quinze minutes.

Séance du 22 Mars.

Commissions réunies de la ~~Général~~ ^{Général}, de la Marine et de l'Air.
La séance est ouverte à 14 heures 30.

Présidence de M. le Général Bourgeois.

~~Étaient~~ présents : M. M. le Général Bourgeois, Messigny, Hirschauer, Stuhl, Pelion, Mauger, Le Troquer, d'Alsace, de Tomereu, Comte de Blois, Violette, Le Bail, Le Gorgeu, Bergeon.

Audition de M. M. Tardieu, Président du Conseil, Pietri, Ministre de la Défense nationale, et Guernier, Ministre des Travaux Publics sur l'organisation du Ministère de la Défense nationale.
(voir le compte rendu sténographique).

Séance du 24 Mars

Présents : M. M. Messimy, Berger, d'Alsace, Hirschauer, Landier, Voilin, Loubat, Martin-Bonachon, Gauthier, Daniel-Vincent.

Présidence de M. Messimy.

La séance est ouverte à 14 heures trente.

Déclassement de certains
ouvrages d'Algérie

M. Berger donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif au déclassement de certains ouvrages d'Algérie. Ce rapport est adopté par la Commission.

Organisation défensive
de la frontière du Nord

M. le Président. Nos collègues des départements du Nord ont fait une démarche auprès du Ministère de la Défense nationale au sujet de l'organisation défensive de notre frontière du Nord. M. Daniel-Vincent déposera un amendement tendant à faire incorporer dans le budget un crédit de 250 millions à cet effet.

M. Daniel-Vincent. D'accord avec le ministre des Finances et le ministre de la Défense nationale je demanderai que l'article 70 de la loi de finances soit modifié en diminuant de 100.000 francs les crédits prévus pour les travaux de la frontière de l'Est et en augmentant de 250 millions les crédits destinés aux travaux de la frontière du Nord.

M. le Président. Il est nécessaire de ne pas laisser ouverte notre frontière du Nord et de ne pas s'en remettre à la Belgique de la défense de cette riche région industrielle.

M. Voilin. M. Landier et moi-même refusons de signer l'amendement.

Le budget est en déficit de plusieurs milliards. Je ne voterai les 250 millions demandés pour la frontière du Nord qu'à la condition qu'on

réalisés des économies sur le budget de la guerre en supprimant, par exemple, des périodes de réserve.

M. le Président. Je fais remarquer à M. Voilin que les 250 millions demandés ne constitueront pas une dépense annuelle, mais une augmentation de la dotation affectée à l'organisation de la défense des frontières du nord, du nord-est et de l'est. Cette dépense ne pèsera donc pas tout entière sur le budget de 1932.

M. Landier. Il est déplorable qu'on consacre tant d'argent à l'organisation défensive des frontières alors qu'on n'en trouve pas pour les habitations à bon marché.

M. Daniel-Vincent. Le problème qui se pose est un problème urgent de sécurité qui doit primer toute autre considération.

M. Landier. Au problème de la sécurité il faudrait lier les problèmes de l'arbitrage et du désarmement.

M. le Président. Je suis convaincu que certaines économies pourraient être faites sur le budget de la défense nationale.

M. Landier. Dans les ateliers de Bourges, on emploie des ingénieurs étrangers : nos secrets de fabrication sont ainsi bien gardés !

Rapport de M. le G^{al}
Bourgeois sur le projet
de loi modifiant l'article
81 de la loi de recrute-
ment.

M. le Président donne lecture d'un rapport de M. le Général Bourgeois sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant l'article 81 de la loi de recrutement. Le rapport est adopté par la Commission.

La séance est levée à 15 heures 15 minutes.

Séance du 15 Juin 1932

Présents : M. M. Messimy, de Lussac, Landier, Général Bourgeois, d'Alsace, de Wendel, Viollette, Faugère, Le Trocquer, Gallot, Duprey, Loubat, Gaudaire, de Blois.

Présidence de M. Messimy.

La séance est ouverte à 15 heures 15 minutes.

Voyage sur la frontière
du Sud-Est

Le programme du voyage est distribué à M. M. les membres de la Commission.

M. le Président annonce qu'il avisera de ce voyage les Présidents des Commissions des Finances, de la Marine et de l'Air, en leur demandant s'ils veulent y prendre part. Une lettre sera également adressée à ce sujet aux membres de la sous-Commission de Contrôle des dépenses engagées pour la Défense nationale.

Désignation d'un
rapporteur.

M. le Général Bourgeois est désigné pour rapporter la ^{proposition} ~~projet~~ de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à élever à 50 ans la limite d'âge des armuriers brevetés et des maîtres maréchaux de l'armée.

Fortification de la
frontière du Nord.

M. le Président

Nos collègues du Nord, M. M. Daniel Vixant et Hayez, ont demandé qu'un effort fût fait pour fortifier la frontière du Nord. La Commission des Finances s'est déclarée favorable à ce projet ; mais le Conseil supérieur de la Guerre s'est prononcé contre à la majorité d'une voix. La question reste donc en l'état. Cependant, nos collègues avaient fourni des renseignements impressionnants : plusieurs places du Nord ont été déclassées. Nous examinerons la question plus à fond au cours d'une prochaine séance.

Au cours d'un voyage au Maroc où j'étais appelé au sujet de deux projets d'emprunts de 3 milliards, j'ai pu constater

l'état de soumission de la zone des dissidents ; les opérations sont menées avec prudence et méthode. Dans une prochaine réunion, je me propose de donner à la Commission des renseignements plus complets à cet égard.

M. le Comte de Blois. J'aurais à la question de la frontière du Nord. La Commission va-t-elle s'incliner devant la décision du Conseil supérieur de la Guerre ?

M. Viollette. C'est au Gouvernement qu'appartient la décision.

M. le Comte de Blois. allons-nous maintenir notre point de vue ou l'abandonner ?

M. le Président. Nous ne pouvons nous prononcer aujourd'hui sur cette question, en l'absence de nos collègues du Nord.

M. le Général Bourgeois. Je crois connaître les raisons de la décision du Conseil supérieur de la Guerre ; certains membres très influents - dont le maréchal Pétain - ont exprimé l'avis que les crédits prévus devaient être employés à créer une flotte aérienne de représailles contre l'Allemagne.

M. le Président. Je crois devoir faire observer que la question posée par nos collègues Daniel Vixant et Hayez a un aspect territorial. Les départements du Nord ont exprimé leur inquiétude. D'autre part, la Commission des Finances n'a pas autorisé les crédits prévus pour créer une flotte aérienne. Il est donc certain que nos collègues du Nord feront une nouvelle démarche auprès du Gouvernement.

Bien que nous ayons été envahis par la frontière du Nord, on a cru devoir déclarer certains places comme Lille et Maubeuge. En ce qui concerne Maubeuge, j'ai exprimé l'avis que son déclassement était une faute, et le Ministre de la Guerre a accueilli les suggestions de la Commission de l'Armée de l'Etat.

M. le Comte de Blois. Nos collègues du Nord seraient sans doute heureux que des sénateurs d'autres départements s'associent à leur démarche. Je rappelle qu'en 1926 j'ai le premier proposé qu'on fortifiât la frontière du Nord. Il s'agit là d'une question qui intéresse le pays tout entier. Je demande qu'on insiste auprès du Gouvernement pour

qu'il examine cette question.

M. Landier. Depuis que nous en avons discuté, un fait nouveau s'est produit; il y a un nouveau Gouvernement qui a sans doute une conception différente de la Défense nationale. Peut-être conviendrait-il d'entendre à cet égard le Ministre de la Guerre.

M. le Président. La question sera examinée dans une prochaine séance.

Voyage à Bourges

Une visite de la Commission à Bourges avait été décidée. Mais plusieurs de nos collègues ayant déclaré qu'ils ne pourraient faire ce nouveau déplacement, le voyage a été remis à une date ultérieure.

M. Landier. Je reste à la disposition de nos collègues pour leur faire visiter l'arsenal de Bourges.

La séance est levée à 16 heures.

Séance du 28 Juin 1932

Présents : M. M. Messimy, Hirschauer, Daniel-Vincent, Général Stahl, Lecourtier, Hagez, Lauraine, Duprey, Hervey, Violette, de Wendel, d'Harcourt, Loubat, Gallet, d'Alsace, Le Trocquer, de Ludre, Faugère, Jorelet.

Présidence de M. Messimy.

La séance est ouverte à 14 heures 30 minutes.

Organisation défensive
de la frontière de Nord.

M. le Président. Les représentants des départements envahis n'ont eue de constater qu'alors que 3 milliards étaient consacrés à la défense de la frontière de Nord-Est, 40 millions seulement étaient consacrés à celle de Nord. Au cours de la discussion du précédent budget, nous avons entretenu de cette question M. le Ministre de la Défense nationale en lui demandant de consacrer une somme plus importante à la frontière de Nord ; il nous a répondu que tous les crédits étaient engagés. M. Daniel-Vincent déposa alors un amendement à la loi de finances ; M. Pietri lui a demandé de le retirer. Nous avons saisi de la question la Commission des Finances ; nous lui avons exposé la situation de la frontière du Nord, dont la défense ^{repose} ~~est~~ actuellement sur un postulat : l'appui de la Belgique. Or celle-ci n'est plus à notre égard dans les mêmes dispositions qu'en 1914 ; les éléments flammingants y sont de plus en plus puissants. La Commission des Finances, estimant qu'un débat ^{à la tribune} sur une question aussi délicate était inopportun, décida d'affecter 250 millions de crédits pris hors budget à la mise en train des fortifications de la frontière de Nord ; ces crédits permettraient de constituer trois mois de résistance.

M. Pietri porta la question devant le Conseil supérieur de la Guerre qui, à une voix de majorité, se prononça contre cette affectation de crédits. Notre collègue M. Hagez m'a écrit une lettre pour marquer sa vive surprise de cette décision. De son côté, M. Daniel-Vincent a déposé à ce sujet une demande d'interpellation.

La Commission de l'Armée continue d'affirmer que notre frontière du Nord ne doit pas être négligée et que les enseignements de la guerre ne doivent pas être méconnus.

M. Hayez. La visite de la Commission de l'Armée avait permis d'espérer que des fortifications seraient construites sur notre frontière du Nord. Rien n'ayant encore été entrepris, on conçoit l'émotion et même l'irritation de nos populations du Nord. Celle-ci estiment qu'elles participent assez largement au budget de la France pour avoir le droit d'être protégées.

M. Daniel-Vincent. J'ai déposé mon amendement avec l'appui du Gouvernement lui-même. Par la suite, celui-ci ayant estimé que cet amendement nuirait à la discussion du budget, j'ai examiné avec M. Pietri la possibilité de déposer un projet spécial. Devant la Commission des Finances, le Ministre de la Défense nationale montra les inconvénients d'un débat sur cette question au point de vue international, mais reconnut aussi l'urgence d'une solution. Le nouveau Gouvernement est-il d'un avis différent? J'ai cru devoir lui adresser une interpellation pour l'inviter à passer aux actes. Mais je ne demande pas mieux que de régler cette question à l'amiable.

M. le Président. La question qui se pose est de savoir si la Commission de l'Armée va s'incliner devant la décision prise par le Conseil supérieur de la Guerre à la majorité d'une voix ou maintenir son point de vue et intervenir dans ce sens auprès du Gouvernement.

M. le Général Hirschauer. Je fais remarquer que les crédits affectés à la frontière du Nord permettraient d'employer de la main-d'œuvre française et des capitaines français; ce serait donc une dépense d'outillage national.

M. le Général Stuhl. Je demande que la Commission entende le Ministre de la Guerre et le chef d'Etat-major général au sujet de la mobilisation de la population locale sur la frontière du Nord.

M. Riollet. J'ai appris du Secrétaire général du Ministère de la Guerre qu'un crédit de 300 millions devrait permettre de construire

des casernements pour la Garde Républicaine qui, en cas de guerre, serviraient de cadre sur la frontière. L'ossature du système de défense serait ainsi assurée.

M. le Président. Un article de loi voté l'an dernier permet, dans certaines régions, d'appeler les réservistes pour une période dépassant le temps légal de service ; cela répond au même but.

Je demande à la Commission de m'habiliter à défendre auprès du Gouvernement l'attribution des crédits nécessaires à l'organisation défensive de la frontière du nord, malgré l'avis contraire de la majorité du Conseil supérieur de la guerre.

La Commission, à l'unanimité, prend une décision dans ce sens.

M. Viollette. Je voudrais signaler un cas de gaspillage qui s'est produit lors de la création des corps militaires entre l'Algérie et le Maroc. L'Etat-Major a transporté le siège du commandement sud-oranais à Colomb-Bechar et il en est résulté une dépense de 10 millions. De pareilles sommes seraient mieux employées à des travaux de défense sur la frontière du nord.

M. le Président. Je demanderai des explications à ce sujet au Ministre de la Guerre.

Conférence du
désarmement.

M. le Président indique à la Commission le point de vue qu'il va défendre à la Conférence du désarmement, à Genève.

Il se déclare favorable à des réductions de crédits qui ne compromettent pas la sécurité de la France, notamment en simplifiant tous les services qui existent concurremment dans les trois ministères militaires.

Il se prononce énergiquement, au contraire, contre toutes mesures qui porteraient une atteinte directe à la solidité de notre organisation défensive, aussi bien pour l'armée active que pour ses réserves.

Il déclare qu'il compte sur le Gouvernement pour faire ressortir que les économies qui pourraient être réalisées ne le seraient pas tant pour des raisons d'ordre budgétaire que pour affirmer devant le monde la volonté profondément pacifique de la Nation.

M. le Général Huhl. J'estime que nous devons écarter l'ultimatum du Président Hoover. Si les Etats Unis consentaient à nous accorder leur garantie, jamais l'Allemagne n'oserait nous attaquer. nous devons dire à Genève que la France est prête à désarmer, mais seulement sans la mesure de sa sécurité.

Pour les économies à réaliser sur le budget de la guerre, on pourra en trouver en réduisant les effectifs des troupes indigènes et de la Légion étrangère, notamment. Mais il ne faut pas oublier que nous allons bientôt arriver aux années des contingents maigres; il faudrait échelonner les appels de façon à obtenir un recrutement constant.

La Commission approuve unanimement et sans réserve les déclarations du Président.

M. le Président. J'aurais voulu vous rendre compte de la visite que j'ai faite à nos troupes d'opérations du Maroc. Mais en raison des réunions des Commissions de la Marine et de l'Air, je propose de reporter ce compte-rendu à une séance ultérieure.

La séance est levée à 15 heures trente minutes.

Séance du 4 juillet 1932.

Présents : M. M. Messimy, Général Bourgeois, Loubat, Général Hirschauer, de Ludre, C^{te} de Blois, Ferya, Le Trocquer.

Présidence de M. Messimy.

La séance est ouverte à 11 heures.

Examen du projet
de loi tendant au
rétablissement de
l'équilibre budgétaire.

M. le Président. J'ai réuni la Commission en raison de l'urgence du vote du projet financier du Gouvernement.

Ce projet touche à de nombreux points de notre organisation militaire, notamment en ce qui concerne le recrutement. Je demande à la Commission de désigner M. le Général Bourgeois pour rédiger le rapport pour avis de la Commission.

L'exposé des motifs du projet de loi ne marque pas assez que les réductions ~~proposées~~ sur nos budgets militaires sont un gage de la volonté pacifique de la France. Ces réductions sont importantes, puisque pour l'armée elles atteignent 11%. Je prie M. le Rapporteur de faire ressortir que nous allons ainsi au-devant des desirs exprimés par la proposition Hoover. La Commission de l'Armée devra le dire à la tribune, car la proposition Hoover est en réalité dirigée contre la France.

Nous allons examiner successivement chacun des articles du projet de loi contenant des dispositions d'ordre militaire.

L'article 1^{er} a pour but de retarder l'incorporation des classes 1933 et 1934 ; de cette façon, à partir de 1935, quand on arrivera aux années maigres, on pourra faire porter le recrutement sur 13 ou 14 mois de façon à maintenir un effectif constant.

L'article 2 dispose que désormais les permissions de 36 ou 24 heures feront mutation. Actuellement, les bonis d'ordinaires sont énormes ; cela tient d'une part à ce que la prime d'alimentation a été augmentée et que d'autre part les prix des denrées en gros ont diminué ; ainsi le bétail a baissé en gros de 55 à 60%. Le Ministère de la Guerre avait songé à diminuer la prime d'ordinaire ; mais cette mesure aurait

été mal accueillie par l'opinion parlementaire. C'est pourquoi il propose maintenant que les permissions de 24 et 36 heures fassent mutation; il en résultera, pour 1932 et 1933, une économie de 21 millions.

D'autre part, les permissions de 5 jours seront accordées à l'occasion des fêtes légales. Des permissions bloquées n'ont pas d'inconvénient pour l'instruction des recrues; il n'en est pas de même des permissions accordées isolément au gré des bénéficiaires. C'est ce que j'indiquais déjà dans un rapport fait en 1928 au nom de la Commission. Je demande donc à la Commission de défendre sur ce point le texte du Gouvernement.

M. le Général Hirschauer. Avec le système actuel de permissions, il ne reste que 250 jours par an pour l'instruction.

M. le Président. L'article 3 concerne la prime de rengagement. Désormais, le taux de cette prime variera avec la durée des services, alors que jusqu'à présent elle y était proportionnelle. La raison de cette disposition est que l'armée n'a pas intérêt à avoir des engagés de 18 mois et de 2 ans: grâce au nouveau texte, les avantages pécuniaires des engagés de cette catégorie pourront être réduits considérablement.

M. le Général Bourgeois. Les engagés de 18 mois ne s'engagent généralement pas pour toucher la prime, mais pour pouvoir choisir leur corps et être libérés plus tôt du service.

M. le Président. L'article 4 réduit l'effectif des sous-officiers de carrière: c'est là une atteinte à l'organisation réalisée par les lois de 1928 et 1929.

M. le Général Bourgeois. Les caporaux-chefs, dont le nombre sera augmenté, feront les fonctions de sous-officiers. Ce n'est là qu'une mesure temporaire, qui cessera avec la crise. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elle portera atteinte au recrutement des sous-officiers de carrière.

M. le Président. C'est là une disposition qui il sera bon de faire ressortir à la Conférence de Genève.

M. de Blois. Je proteste formellement contre l'article 4. Déjà, j'^{insiste} n'ai pas voté la loi ~~de~~ ^{sur} l'an à cause de la faiblesse des cadres : cet article l'aggrave encore. Si l'on veut avoir une armée, il faut un bon encadrement et il convient de ne pas décourager le recrutement.

M. le Président. Votre protestation n'en fait que mieux ressortir l'importance de la réduction de dépenses opérée par cet article.

M. le général Hirschauer. Avec l'instruction bisannuelle, le service des cadres est extrêmement dur ; les sous-officiers sont surmenés. Ils n'ont jamais sous la main une troupe bien entraînée.

M. Loubat. La loi de 1928 portait à 105.000 le nombre de militaires de carrière. Combien y en a-t-il actuellement ?

M. le Président. Le chiffre de 105.000 est actuellement dépassé.

Passons à l'examen du tableau de réduction de crédits intéressant le Ministère de la Guerre.

J'insiste sur la réduction de certains contingents Coloniaux : il s'agit de la suppression d'une division malgache. Cette suppression n'aura d'inconvénient que pour l'encadrement de l'armée coloniale.

Les réductions portent, dans l'ensemble sur : 1° la suppression d'une division indigène - 2° la diminution de l'encadrement des sous-officiers - 3° la diminution des jours d'instruction - 4° les camps et casernements - 5° les crédits pour les routes et chemins de fer.

J'attire enfin l'attention de la Commission sur l'article 9, qui supprime la présomption d'origine en ce qui concerne l'obtention des pensions d'invalidité. Il y a eu, dans cet ordre de choses, des abus intolérables auxquels il est bon de mettre un terme. La Commission demandera donc le vote de cet article.

M. le général Bourgeois donne lecture de son rapport sur la proposition de loi tendant à élever à 50 ans la limite d'âge des armuriers brevetés et des maîtres maréchaux de l'armée. Ce rapport est adopté par la Commission.

La séance est levée à 12 heures 15 minutes.

Rapport de M. le
Général Bourgeois sur
la proposition de loi
élevant à 50 ans la
limite d'âge des
armuriers.

Séance du 13 juillet 1932

Présents : M. M. le Général Bourgeois, le Général Stuhl, Fauget, Manger, Landier, Fenza, Gallot, le Comte de Blois, de Wendels, Messimy.

Présidence de M. Messimy.

La séance est ouverte à 11 heures 15 minutes.

Examen des projets
financiers.

M. le Président. Je propose à la Commission d'envoyer à M. le Président du Conseil la motion suivante :

"La Commission de l'Armée exprime au Président du Conseil M. Herriot et au Ministre de la Guerre M. Paul Boncour ses félicitations les plus vives et sa entière gratitude pour l'énergie avec laquelle ils ont défendu les principes vitaux et les éléments essentiels de l'organisation de la Défense nationale."

Cette motion est adoptée par la Commission, à l'unanimité moins une voix.

Examinons maintenant les modifications apportées par la Chambre au projet du Gouvernement.

Article 1^{er} - Le texte voté par la Chambre autorise le Gouvernement à augmenter de trois mois au plus "l'âge moyen actuel de l'incorporation -

Ce texte est trop restrictif. A partir de 1936, il y aura une baisse d'effectifs. Pour obtenir pendant les années maigres les contingents à peu près normaux, il convient ^{l'augmenter} ~~de retarder~~ d'abord, puis de diminuer l'âge d'incorporation des contingents.

Actuellement, le contingent est de 140.000 hommes; en 1936, il ne serait que de 61.500 hommes; en 1937, de 48.500 hommes; en 1938, de 50.000 hommes. Il y aurait donc une réduction des $\frac{2}{3}$ des effectifs actuels.

D'ailleurs, le retard apporté à l'incorporation nous apportera, pendant les années à venir, des économies appréciables. D'autre part, étant donné qu'il y a excédent de militaires à carrière,

le surcroît d'effectifs viendra en compensation de la moindre incorporation.

M. de Blois. Quel est actuellement l'existant des militaires de carrière ?

M. le Président. Le chiffre minimum fixé par la loi de recrutement est de 106.000. Or en 1932, il y a 120.940 militaires de carrière, c'est à dire un dépassement de 14.000 hommes.

M. de Blois. Je tiens à souligner que je maintiens mon opposition au texte du Gouvernement.

Sur cet article premier, la Commission décide, à la majorité des voix, de repandre le texte du Gouvernement.

Article 2. Un amendement voté par la Chambre accorde des congés aux Juifs à l'occasion de leurs fêtes religieuses (amendement Schuman).

M. le Président. Sans doute, le nombre des militaires israélites n'est pas considérable. Mais l'amendement dont il s'agit est contraire au principe admis par la Commission de n'accorder que des permissions bloquées, simultanées.

L'Armée actuelle est une école : il n'y a pas d'inconvénient à envoyer tous les hommes en congé pendant quelques jours ; il y en aurait au contraire à accorder des permissions individuelles au gré des bénéficiaires.

M. de Wendel. Je crois connaître les raisons qui ont déterminé M. Schuman à déposer son amendement. Le Concordat existe sans la Moselle, et M. Schuman s'est placé au point de vue du respect des croyances religieuses.

M. le Général Bourgeois. Les fêtes juives ne concordent pas avec les fêtes catholiques.

M. Mauger. Les permissions aboutissant à une réduction du temps de service. Il vaudrait mieux réduire la durée du service et supprimer les permissions.

M. de Blois. Un repos est nécessaire aux hommes de temps en temps.

La Commission décide de demander la suppression de cette disposition votée par la Chambre.

M. le Président. La Chambre a voté un amendement de M. Moche permettant aux cultivateurs de bloquer deux permissions de 5 jours en une seule permission de 10 jours à l'occasion des travaux saisonniers.

C'est encore une atteinte au principe des permissions simultanées. J'ai l'intention de proposer un texte marquant que ces permissions agricoles de 10 jours devront être accordées en bloc par région et en fonction des cultures.

M. Landier. Ce texte est inapplicable, car le recrutement n'est pas régional et les travaux saisonniers ne sont pas les mêmes dans toutes les régions.

M. le général Bourgeois. En pratique, le recrutement est très sensiblement régional.

M. Landier. Cela n'est pas exact pour le Centre.

M. le Président. Le texte que je propose tient compte, dans une mesure aussi large que possible, des nécessités des travaux agricoles.

Le texte proposé par M. le Président est adopté par la Commission à la majorité des voix.

M. le général Bourgeois donne lecture des conclusions de rapport qu'il doit déposer au nom de la Commission sur le projet de loi financier. Le rapport est approuvé par la Commission.

M. Landier réserve à cet égard sa liberté d'action.

M. de Blois fait également des réserves, n'ayant pas voté le service d'un an.

M. Manger regrette que des projets aussi importants soient soumis au Sénat à la dernière heure, alors qu'en étudiant les différents budgets, on pourrait trouver des économies plus ^{considérables} ~~importantes~~.

La Commission approuve les conclusions de rapport de M. Faugère sur le projet de loi portant approbation de la cession Amiable à la ville de Bayonne du Camp Saint-Lion.

La séance est levée à midi dix minutes.

Rapport de M. le
général Bourgeois
sur le projet de loi
financier.

Rapport de M.
Faugère sur le projet
de loi relatif à la
cession à la ville de
Bayonne du Camp
Saint-Lion.

Séance du 18 novembre 1932

Présents : M. M. Messimy, Hirschauer, de Lense, d'Harcourt, Bourgeois, Fenza, Gaudaire, Hervy, Gallet, Duprey, Le Troquer, Jorclot, Comte de Blois, René Besnard.

Présidence de M. Messimy.

La séance est ouverte à 14 heures 30.

Décès de M. P. Berger.

* J'ai un toutouant service à remplir au nom de la Commission de l'Armée : c'est d'adresser un dernier salut à la mémoire de notre vice-Président M. Pierre Berger, décédé pendant les vacances. Tous ceux d'entre nous qui l'ont vu à l'œuvre pendant les vacances, n'ont pas oublié avec quelle compétence et quelle compétence il participait à nos travaux. Ils savent aussi quel collègue charmant et quel cœur fin et dévoué il était. J'ai eu le grand regret de ne pouvoir assister à ses obsèques, mais j'ai adressé à sa famille les condoléances de la Commission. Pendant longtemps, le souvenir de Pierre Berger demeurera vivant parmi nous.

M. le Président adresse quelques paroles émus à la mémoire de M.

Pierre Berger, vice-Président, décédé pendant les vacances, et dont la Commission de l'Armée gardera longtemps le souvenir.

Pour lui succéder à la vice-présidence de la Commission,

plusieurs collègues ont proposé d'élire M. le Général Bourgeois, dont la compétence universelle n'a d'égale que la sympathie dont il est entouré. La candidature de M. le Général Bourgeois écarterait, je pense, toute compétition. Cette élection sera mise à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Projet déposé à la Conférence de désarmement.

M. le Président. J'ai tenu à faire devant la Commission un exposé d'ensemble du projet de désarmement déposé par la France le 14 novembre dernier à la Conférence de Genève.

Mais avant d'examiner le plan, il est nécessaire de le situer dans l'atmosphère de la Conférence du désarmement. N'oublions pas que cette Conférence est née de l'initiative des Puissances anglo-saxonnes, qui sont disposées à tout faire pour éviter son échec. Le plan Hoover a reçu un accueil enthousiaste de la plupart des Puissances réunies à Genève ; les réserves de l'Angleterre ont été peu formelles. Si, à son tour, le Gouvernement français n'avait pas pris l'initiative d'apporter un plan, on peut être sûr que les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Italie auraient permis à l'Allemagne de réarmer.

C'est qu'en effet, la puissance militaire de la France fait de jaloux. On demande l'application ^{strict} de l'article 8 du Traité de

Versailles ; on rappelle en outre que M. Clemenceau, dans une lettre de mai 1919 a déclaré explicitement que le désarmement de l'Allemagne devait être considéré comme une première étape, et que, cette étape franchie, toutes les Puissances devraient à leur tour désarmer.

Pour ne pas être à peu près complètement isolé, le Gouvernement a dû prendre l'initiative de déposer un plan de désarmement.

Le plan repose sur deux idées fondamentales : 1° Toutes les Nations devront avoir des armées du même type, qui seront des armées de terre à court terme et à effectif limité. La Reichswehr devra donc disparaître. 2° Il est nécessaire de créer un ~~contrôle~~ organisme permanent de contrôle des armements. Si, en effet, le contrôle ne ~~peut~~ être mis en fin que sur la demande d'une nation, cela marquerait, de la part de cette dernière, une hostilité manifeste. Des commissions de contrôle doivent séjourner dans chaque pays d'une façon permanente, pour vérifier si la convention de désarmement est bien observée.

Je vais maintenant passer en revue les différents chapitres du projet.

Le but du chapitre I^{er}, c'est de déterminer l'Amérique à traduire d'une façon concrète le pacte Briand-Kellog. Tout manquement au pacte entraînerait ipso facto la rupture des relations économiques et financières avec le pays agresseur. Cet engagement aurait pour effet de rendre toute agression à peu près vaine. C'est là le chef de voute de tout le plan ; si l'Amérique n'accepte pas de prendre un engagement de cette nature, toute la convention tombera.

Le chapitre II a pour but d'amener l'Angleterre à affirmer sa fidélité au Pacte de Locarno ; nous savons, en effet, que des protestations se sont élevées à la Chambre des Communes contre certaines obligations résultant du Traité de Locarno.

Le chapitre III concerne plus spécialement l'Europe continentale. Il contient des dispositions ^{d'ordre} politique et militaire,

et définit ~~notamment~~ le droit à l'assistance lorsque le territoire d'une Puissance est envahi par une Puissance étrangère. L'assistance est alors décidée par une Commission permanente de la Société des Nations, statuant à la majorité des voix : ce qui fait, en effet, jusqu'à présent la faiblesse de la S.D.N., c'est que toutes les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Les dispositions militaires ont pour but : 1° de réduire le caractère offensif des forces nationales, conformément à la proposition américaine - 2° de créer une force internationale.

Les Anglais avaient proposé de maintenir la Reichswehr et de supprimer la conscription dans tous les pays. Nous avons estimé que ce système présenterait pour nous un grave inconvénient ; car, n'ayant pas l'esprit militariste, nous n'aurions, à côté de l'armée de métier, rien de semblable en France aux Casques d'acier ou aux milices italiennes. D'autre part, nous avons pensé qu'il fallait demander la suppression de la Reichswehr, armée essentiellement offensive.

Nous demandons en outre que chaque grande Puissance ne puisse incorporer chaque année qu'un effectif limité. Nous demandons la limitation de l'effectif des polices à caractère militaire et l'interdiction des matériels mobiles extra-puissants.

Chaque Puissance devra entretenir un nombre réduit d'unités spécialisées et dotées d'un matériel puissant, qui seront tenues à la disposition de la S.D.N. Cette ~~disposition~~ exigera la formation d'un Etat-major international.

Nous demandons le contrôle international de la fabrication des armements et l'organisation d'un contrôle régulier et permanent des obligations relatives au désarmement, permettant des investigations une fois par an.

Le chapitre IV concerne les forces navales et d'outre-mer. Nous demandons le maintien de nos forces d'outre-mer et de la réserve des forces d'outre-mer.

Le plan prévoit la création d'une force navale internationale.

En ce qui concerne l'armée de l'air, le chapitre IV prévoit l'interdiction des bombardements aériens, l'internationalisation de l'aviation civile, la création d'une flotte aérienne internationale ^{mise} à la disposition de la S. D. N.

Toutes les parties de ce plan sont solidaires et s'appuient sur le Pacte de Paris ou le Pacte de la S. D. N.

Je réjette que la France ne pouvait pas s'abstenir de déposer un projet : sans quoi, elle eût pris la responsabilité de l'échec de la Conférence du désarmement.

Pourrions-nous d'ailleurs nous en tenir au texte du Traité de Versailles ? Mais ce traité lui-même - corroboré par la lettre de M. Clemenceau ~~est~~ j'ai déjà parlé - stipule que le désarmement de l'Allemagne ne doit être que la première étape dans la voie du désarmement général.

M. Hervé. Sans doute ; mais l'Allemagne a-t-elle désarmé ?

M. le Président. Pourrions-nous, en face des grandes Puissances, nous appuyer sur nos petits Alliés ? Non, car leur situation politique et financière est, pour la plupart, difficile. Le plus solide d'entre eux - la Tchécoslovaquie - nous a, par la bouche de M. Benes, engagé à déposer un projet de désarmement.

M. le Général Bourgeois. Il serait prématuré d'engager une discussion, car nous n'avons pas le texte du projet. Mais il y a un point sur lequel, dès maintenant, je crois devoir insister : l'Allemagne a-t-elle rempli ses obligations de telle manière que puisse s'appliquer le préambule de la partie II du Traité de Versailles concernant le désarmement ?

M. le Comte de Blois. Si le projet français est accepté, dans quelle mesure influera-t-il sur la réduction de nos forces militaires ?

M. le Président. Tout ce que je puis vous dire, c'est que j'ai déclaré au ministre de la Guerre que nous n'entendions pas qu'il soit porté atteinte à l'organisation militaire de la France, tant que le plan n'aurait pas été discuté. Actuellement, d'après la déclaration de M. le ministre de la Guerre, il n'est pas question de réduire la durée du service, et si le plan

n'est pas accepté dans ses dispositions essentielles, nous garderons le statu quo.

Mr. Hervey. J'estime qu'il a été imprudent de notre part d'apporter un plan de désarmement alors que personne n'en apportait.

Mr. le Président. Il y a eu le plan Hoover.

Mr. Hervey. Je constate que les autres Puissances n'ont voulu prendre aucune responsabilité. Nous n'avons rien fait pour renseigner l'opinion mondiale; nous aurions dû montrer que l'Allemagne n'avait pas rempli les engagements et ne manifestait aucunement l'intention de désarmer.

Mr. le Président. Sans doute, mais, en cas d'agression, nous avons besoin des Anglais; et les Anglais comparent le budget militaire de l'Allemagne, qui est de 4 milliards, à notre propre budget militaire, qui atteint 13 milliards...

Mr. Bourgeois. Les Anglais ont-ils étudié à fond le budget de la guerre allemand?

Mr. Le Trocquer. Le projet déposé par nous a au moins le mérite de mettre l'Allemagne au pied du mur.

Mr. le Président. C'est exact, et si l'Allemagne repousse notre plan, elle affirme ainsi sa volonté de réarmer. Alors notre bonne foi sera démontrée clairement aux yeux des Anglo-Saxons.

Mr. de Blois. Je ne crois pas que l'Allemagne soit assez maladroite pour repousser nettement le plan français. Elle cherchera à gagner du temps. En tout cas, je remercie Mr. le Président de nous avoir déclaré qu'avant toute acceptation nette du plan, aucune réduction ^{des} effectifs ne sera opérée.

Mr. le Président. Le projet de budget ^{de 1933} ne prévoit aucune nouvelle instruction du budget de la guerre.

Visite de matériel
de guerre

Mr. le Commandant Tardieu, du Ministère de la Guerre, donne des renseignements sur la visite de matériel de guerre que doit effectuer la Commission le mercredi 23 novembre prochain.

Désignation de
rapporteurs

Mr. le Général Hirschauer est désigné par la Commission pour

rapporter le projet de loi concernant l'accusation des indigènes d'Algérie aux écoles militaires, — et M. Le Troquer pour rapporter le projet de loi concernant les ouvrages de côtes.

La séance est levée à 16 heures.

Séance du 8 décembre 1932.

Présents : M. M. Messimy, le Général Hirschauer, le Général Stuhl, de Blois, Loubat, Faugère, le Général Bourgeois, Gaston Marnier, Hervey, René Besnard, Stourm, Toilin, de Leusse.

Excusé : M. d'Harcourt.

Présidence de M. Messimy.

La séance est ouverte à 14 heures trente.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. Stourm, récemment élu membre de la Commission.

P. V. de la dernière séance

Se référant au Procès-verbal de la dernière séance, M. le Comte de Blois demande si M. le ministre de la guerre a bien pris l'engagement de ne changer en rien le statut actuel de l'Armée tant que le plan français de désarmement n'aurait pas été accepté.

M. le Président. M. le ministre de la guerre n'a pas pu prendre l'engagement de ne pas proposer, s'il y avait lieu, certaines économies sur le budget de la Guerre. Mais je puis confirmer qu'il m'a déclaré qu'il n'était pas question pour le moment de réduire la durée de service et que, si le plan n'était pas accepté dans ses dispositions essentielles, nous garderions le statu quo.

Élection de M. le Général

Bourgeois à la vice-présidence
de la Commission.

M. le Général Bourgeois, sur la proposition de M. le Président, est élu à l'unanimité vice-président de la Commission, en remplacement de M. Berger.

Nomination d'un rapporteur.

M. le Comte de Blois est désigné pour rapporter le projet de loi relatif aux ouvrages de côtes, en remplacement de M. Le Troquer.

Examen officieux du
plan français de désarmement.

M. le Président. Je tiens à faire remarquer que le plan français de désarmement n'a pas un caractère exclusivement militaire, mais se rattache à un plan d'organisation générale de l'Europe, et à ce titre révisse les rapports de notre pays avec les pays étrangers. J'ai cependant estimé que la Commission de l'Armée avait le devoir de l'étudier, parce qu'il constitue avant tout une réponse à la demande d'égalité des droits formulée par l'Allemagne, demande qui n'a d'autre but que d'obtenir pour cette dernière Puissance le droit de réarmer.

J'invite donc nos collègues à présenter les observations que l'étude de ce plan leur aura suggérées.

M. le Général Bourgeois. Voici les observations que je crois devoir présenter à la Commission après une étude approfondie du plan de désarmement.

Ce plan comprend trois parties que je vais examiner successivement : un préambule, des propositions d'ordre politique et des propositions d'ordre militaire.

Le préambule lie le problème de la réduction des armements au problème de la sécurité, cette dernière ayant la prépondérance. Les Allemands, au contraire, n'admettent pas qu'on établisse une liaison entre les deux problèmes ; ils prétendent que la note de Sir John Simon ne subordonne pas l'obligation de désarmer à l'établissement d'un plan de sécurité : cette affirmation est d'ailleurs inexacte.

Le préambule s'appuie d'autre part sur la proposition du Président Hoover, d'après laquelle la Conférence devrait "unifier la défense en réduisant les forces d'agression". Il s'agit donc de rechercher une forme d'organisation militaire, imposée à tous les pays, qui rendrait plus difficile une politique d'agression. Ainsi serait réalisée l'égalité de statut réclamée par l'Allemagne.

Les "propositions" du projet français posent 3 principes : 1° Application intégrale du Pacte de renonciation à la guerre - 2° Application efficace et loyale de l'article 16 du Pacte de la S.D.N. - 3° L'organisation de l'Europe commencée par les Traités de Locarno comportera des dispositions politiques et militaires.

Examinons les dispositions politiques : elles auront pour objet de définir les conditions dans lesquelles chacun des Etats participant à l'organisation européenne aura droit à la coopération des autres contractants.

Elles contiennent une définition de l'agression et énumèrent certains cas qui ne peuvent être assimilés à l'agression.

Lorsqu'il y aura agression ou menace d'agression, il faudra le constater. Le projet confie cette constatation à une Commission composée d'agents diplomatiques et d'attachés militaires. Sur le rapport de cette Commission, le Conseil de la S.D.N. statuera à la majorité des voix.

mais les membres de la Commission de constatation pourront-ils se mettre assez rapidement d'accord pour prévenir un conflit ? Je dois faire des réserves sur le mécanisme de la constatation.

D'après le plan, le but de l'assistance sera de "créer une situation de fait qui permette un juste règlement des conséquences de l'agression". Quelle sera cette situation de fait ? Cette disposition ne me paraît pas claire.

Passons à l'examen des dispositions militaires ; elles s'inspirent du principe du Président Hoover : réduire le caractère offensif des armées nationales.

Les forces terrestres seront ramenées à un type général uniforme : celui d'une armée de service à court terme et à effectif limité.

En outre, des unités spécialisées devront être tenues constamment à la disposition de la S.D.N. en vue d'une action commune de première urgence.

Faisons l'application de ces dispositions à la France : son armée comprendrait des forces nationales et des forces spécialisées.

Les forces spécialisées comprendraient une division motorisée dotée d'un matériel puissant et capable de se multiplier à la mobilisation. Il y aurait donc un élément toujours prêt à entrer en campagne et d'autre part des noyaux fournissant les cadres.

nécessaires pour le ditriplement ; la moitié au moins des militaires de la division devrait pouvoir servir de cadres . Il faudrait prévoir également des éléments d'artillerie ^{d'aviation}, du génie, du train, du service de santé, dotés naturellement d'une organisation en profondeur . D'après mes calculs, une division ainsi capable de se ditripler comprendrait de 45 à 50.000 hommes .

En ce qui concerne les forces nationales, nous n'avons aucune donnée précise . Mais nous pouvons nous reporter au projet déposé par M. Paul Boncour en 1922, qui prévoyait une armée de milices accomplissant un service de 8 mois, dont 2 mois d'instruction et 6 mois de couverture . Avec ce système, nous aurions environ 120.000 hommes sous les drapeaux jusqu'en 1935, et 90.000 hommes dans les années suivantes .

On nous dit que l'instruction de cette armée serait dirigée dans un sens défensif : qu'est-ce que cela signifie ? Les deux mois d'instruction prévus, c'est là un délai très court, même pour des fantassins ; ~~quant aux~~ ^{pour les} spécialités, c'est tout à fait inexistant .

L'application de ce système entraînerait d'autre part un bouleversement complet de l'organisation territoriale actuelle (20 régions) et des centres mobilisateurs .

Et quelle serait alors notre situation vis-à-vis de l'Allemagne ? La Reichswehr ne serait pas supprimée, puisque l'Allemagne aurait, comme nous, des forces spécialisées . Si nous demandons des divisions pour nos colonies, l'Allemagne demandera des divisions supplémentaires pour rétablir l'équilibre . Enfin, l'Allemagne aurait l'armée de conscription qu'ont réclamée von Seeckt et von Schleicher, avec et avantagé qu'elle partirait de la table rase, alors que nous serions d'abord tout à modifier .

Le plan stipule que l'armée devra être employée uniquement à la défensive . Nous respecterons cette clause, et attendrons l'ennemi chez nous, pour n'être pas qualifiés d'agresseurs . Mais si l'ennemi s'installe chez nous, il aura "une carte de guerre", un puissant atout dans les mains .

L'adoption du projet nous placerait pendant quelques années dans une période critique de réorganisation. L'Allemagne, au contraire, n'en doute pas, a son plan tout préparé.

En ce qui concerne le contrôle que prévoit le projet, permettez-moi d'être sceptique. L'expérience a déjà été faite par la Commission interalliée de contrôle qui a fonctionné en Allemagne. Cette Commission a publié, en annexe à l'un de ses rapports, un ordre trouvé par elle dans les papiers de la Reichswehr et qui donnait des précisions intéressantes sur le camouflage à opérer en cas de visite de la Commission.

Je conclus : Si les dispositions militaires du plan étaient acceptées, la France n'aurait plus une armée capable d'assurer sa sécurité et l'intégrité de ses frontières. On a dit que la lettre de Clemenceau constituait pour la France un engagement; mais on a oublié qu'aux termes de cette lettre, le désarmement dépend de la stricte exécution par l'Allemagne des clauses du Traité. Or les manquements de l'Allemagne ne se comptent plus.

En résumé, l'étude que j'ai faite du plan français de désarmement me conduit à souhaiter qu'il ne soit pas adopté.

M. le Général Hirschauer. Le plan de désarmement prévoit-il le cas des chemises noires et des chemises brunes ?

M. le Président. Oui, il y est fait allusion dans la section B (I) du Chapitre III.

M. le Général Stuhl. Quelles que soient les conventions que nous signerons, nous pouvons être sûrs que l'Allemagne ne les respectera pas. Elle saura camoufler l'instruction, le recrutement, le matériel de son armée. C'est pourquoi j'estime que nous devons rester forts, tant que l'Allemagne ne nous aura pas assuré la sécurité. Et je ne vois pas que le plan de désarmement nous apporte cette sécurité.

M. le Général Hirschauer. Ce qu'il faudrait réaliser d'abord,

c'est le désarmement des esprits. Or les manuels d'histoire obligatoires dans les écoles allemandes prouvent que l'Allemagne n'a pas désarmé moralement.

M. de Lense. Je suis reconnaissant à M. le Président de me préciser à qui il faut entendre par armée offensive et politique offensive - ce sont deux notions distinctes que l'on mêle trop souvent. Ainsi la France n'a pas une politique offensive, mais si elle n'a pas une armée offensive elle ne pourra parer à une attaque de l'Allemagne contre la Pologne, par exemple. Il ne faut pas enchevêtrer le côté politique et le côté technique de cette question.

M. le comte de Blois. J'estime que non seulement notre sécurité n'est pas assurée, mais que nous sommes nettement au-dessous de la sécurité. Ainsi notre couverture est cinq fois moindre qu'en 1914 (elle ne dépassa guère 50.000 hommes).

En outre, nous devons nous préoccuper non seulement de couvrir nos frontières, mais encore d'assurer la liaison de la métropole avec l'Algérie. Actuellement, cette liaison ^{trait} ~~est~~ inexistante en cas de guerre.

Si maintenant nous considérons l'Allemagne, quels sont les effectifs actuels de la Reichswehr ?

M. le Général Bourgeois. Ils dépassent 100.000 hommes. Il y a en outre les Grenzschütze (garde-frontières) et la police. Au total 220.000 hommes immédiatement mobilisables.

~~De notre côté,~~ ^{De notre côté,} ~~l'application du plan de désarmement~~, nous aurons, en 1935, 90.000 hommes instruits, plus les instructeurs ($\frac{1}{3}$ de l'effectif) et la police.

M. le Comte de Blois. En somme, nous ne disposerions que d'environ 120.000 hommes pour répondre à une attaque allemande. J'estime donc que si nous réduisons nos effectifs pendant la période d'examen du plan de désarmement, nous mettrons la France dans une situation extrêmement dangereuse. Je réitére que nous sommes dès maintenant au-dessous du minimum de sécurité.

Et je ne parle pas des difficultés de l'instruction des troupes en

Cas d'application du plan.

M. le Général Hirschauer. Les difficultés seraient d'autant plus grands avec le ferria à court terme que le nouveau matériel de guerre est extrêmement compliqué et qu'il faut du temps pour apprendre à s'en servir.

M. Voilin. Avant d'exposer mon opinion sur le "plan constructif", je voudrais savoir si la Commission de l'Armée aura à émettre un vote à son sujet.

M. le Président. Nullement. L'examen auquel préside la Commission est purement officieux et n'a pour but que de faire connaître notre opinion à M. le Ministre de la Guerre.

M. Voilin. ^{Je me contenterai donc de quelques remarques :} Certains de nos collègues ont dit que, si le plan est appliqué, la France sera désarmée. Mais, dans ce cas, les autres nations le seront aussi.

Si nous ne voulons pas faire crédit à l'Allemagne, pourquoi alors nous à Genève ? Continuons plutôt à faire la course aux armements, jusqu'à la ruine définitive de l'Europe.

Pour ma part, je suis convaincu que, dans l'intérêt même de sa sécurité, notre pays doit faire un effort pour parvenir au désarmement et à l'arbitrage.

L'Allemagne, dit-on, a une armée de 250.000 hommes, mais la nôtre en compte actuellement 600.000 : ce sont les chiffres inscrits au budget de la Guerre. L'armée française est actuellement la plus nombreuse de l'Europe : voilà ce qui évveille un sentiment de défiance contre la France, même parmi les nations amies.

M. Hervey. Je crois, moi aussi, que nous devons faire un effort vers la paix par le désarmement. Mais ce qu'il faut réaliser d'abord, c'est le désarmement des esprits ; tant que ce désarmement n'existera pas, nous ne pourrions réduire nos effectifs militaires. Or l'état d'esprit de l'Allemagne, manifesté tant par ses manuels d'histoire que par ses brochures de propagande, n'est pas fait pour nous inciter à désarmer.

D'ailleurs, il ne faut pas oublier que nous avons déjà opéré des réductions importantes sur notre budget de la Guerre. C'est cela qu'on ignore trop à l'étranger. Mais à tous nos efforts généreux, à toutes nos concessions, l'Allemagne n'a répondu que par des menaces et de nouvelles exigences.

On a invoqué en faveur du plan de désarmement le préambule de la Partie I du Traité de Versailles et la lettre de Clemenceau; mais ces deux textes mettent une première condition au désarmement: c'est l'observation par l'Allemagne des clauses du Traité.

Or nous savons comment l'Allemagne a appliqué le Traité. Son chancelier actuel, le général von Schleicher, a demandé formellement l'abolition du Traité de Versailles.

M. René Besnard. Cette thèse est d'ailleurs celle de tous les partis allemands, y compris les sociaux-démocrates.

M. Voilin. Je suis entièrement d'accord avec la Social-Démocratie en ce qui concerne la nécessité d'abolir le Traité de Versailles.

M. le général Huhl. Mon parti n'a rien voulu négliger pour établir la paix. Nous avons presque toujours voté pour la politique de M. Briand...

M. le Comte de Blois. Pas moi.

M. le général Huhl. Mais nous devons constater que l'Allemagne, de son côté, ne fait aucun effort dans le sens de la paix. Nous connaissons maintenant les Mémoires de Stresemann, en qui Briand avait une telle confiance. Soyons certains que, si le plan est adopté, l'Allemagne gardera la Reichswehr tandis que nous désarmerons.

M. le Président. Je vais répondre en quelques mots aux questions qui m'ont été posées par nos collègues.

M. de Lense m'a demandé de faire une distinction entre la politique offensive et l'armée offensive. Je lui réponds que la politique offensive peut se définir celle d'un peuple qui se refuse à l'arbitrage. Quant à la distinction entre matériel offensif et matériel défensif, elle n'est pas sérieuse.

M. de Blain a dit que la couverture de nos frontières ne comprenait que 50.000 hommes. Je me permets de lui faire observer qu'il ne tient pas compte des réserves. Au mois de juillet 1932, nous avons voté une loi qui astreint les réservistes de régions frontalières à faire un service particulier dans les réserves, allant jusqu'à 8 périodes. Les réservistes pourront en quelques heures renforcer nos troupes de couverture et assureront la garde des ouvrages. Les décrets pris en application de cette loi, et qui transformeront l'organisation des régiments de la frontière, doivent paraître avant le 1^{er} avril.

J'ai venir maintenant au plan de désarmement. L'objectif de ce plan est la destruction de la Reichswehr; sa base est la création d'une armée de type uniforme, si bien qu'il n'y aura plus de forces d'agression dans aucun pays.

On objecte que l'Allemagne n'exécutera pas la convention. Mais le plan prévoit l'organisation d'un contrôle ^{militaire} international. Pour que ce contrôle soit efficace, il nous appartient de nommer dans la Commission des Experts compétents.

La France a disposé un plan de désarmement ^{d'abord} pour contribuer à la création d'un nouvel ordre de choses, ensuite pour ne pas demeurer dans l'isolement. Le but principal de la politique du Gouvernement actuel est, en effet, de rétablir l'entente cordiale.

Le Traité de Versailles n'a pu être appliqué, faute de l'appui de ses principaux signataires. La politique de contrainte a fait faillite: si demain, nous exigeons l'exécution rigoureuse du Traité, nous serons seuls. Or la France ne compte que 40 millions d'habitants....

M. Hervey. 100 millions!

M. le Président. Non, car la population de nos colonies ne compte pas ^{ne compte pas} quand il s'agit de la défense nationale.

En face d'une Allemagne qui a 70 millions d'habitants, il nous faut des Alliés. Nous ne pouvons donc adopter devant le monde une attitude purement négative.

D'ailleurs, l'Allemagne n'a pas violé ouvertement le Traité : les étrangers estiment même que dans l'ensemble elle a rempli ses engagements.

Il nous était donc impossible de ne pas faire un geste, et c'est pourquoi nous avons déposé le plan de désarmement.

A la suite de conversations avec un certain nombre de nos collègues, j'ai envoyé, au nom de la Commission et à titre officieux, un télégramme ainsi conçu à M. Paul-Boncour : "Le plan français est un tout solitaire, rien d'essentiel ne peut en être distrait sans qu'il s'écroule".

La Commission approuve les termes de ce télégramme.

La séance est levée à 16 heures trente.
